

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courriel électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 6 de l'ordre du jour

CX/NE 25/12/7

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR LE PROCHE-ORIENT

Douzième session

Mascate (Oman)

28 septembre - 2 octobre 2025

ACTIVITÉS DU CODEX INTÉRESSANT LA RÉGION

*Document établi par le Coordonnateur pour le Proche-Orient (Sultanat d'Oman)
en collaboration avec le précédent Coordonnateur (Royaume d'Arabie saoudite)*

CONTEXTE ET INTRODUCTION

1. La région Proche-Orient reconnaît depuis longtemps que le Codex Alimentarius joue un rôle crucial pour ce qui est de protéger la santé des consommateurs et de promouvoir des pratiques loyales de commerce des produits alimentaires. En général, les priorités régionales tiennent compte des produits agricoles, des habitudes alimentaires et des problèmes en matière de sécurité sanitaire des aliments qui sont propres à la région.
2. À la 11^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient (ci-après «le Comité»), les membres de la région ont établi que les questions suivantes présentaient un intérêt particulier eu égard à certains domaines de travail du Codex au titre desquels des pays du Proche-Orient continuent d'être confrontés à des difficultés:
 - i) l'établissement de limites maximales (LM) pour les aflatoxines dans les arachides;
 - ii) la résolution des problèmes liés à la teneur minimale en eau des dattes fraîches.
3. Pour apporter des réponses à certaines de ces priorités, il a été mobilisé des ressources dans le cadre de contributions des membres et d'efforts de collecte de données coordonnées par des initiatives régionales du Codex, comme l'initiative Codex arabe, qui a été mise en œuvre par l'Organisation arabe pour le développement industriel, la normalisation et l'exploitation minière (AIDSMO), une organisation intergouvernementale régionale chargée de l'harmonisation des normes alimentaires dans la région arabe. Citons également les efforts de coordination de l'Organisation de normalisation pour le Conseil de coopération des États arabes du Golfe, qui ont été déployés par l'entremise de son sous-comité du Codex rattaché au Comité technique 5.
4. Le présent document met en exergue les normes du Codex et les travaux en cours qui intéressent la région Proche-Orient.
5. Le document a été élaboré de façon à éclairer les débats à la 12^e session du Comité, l'objectif étant que les informations présentées et les questions telles que proposées soient examinées, afin de déterminer si les sujets recensés à la 11^e session demeurent pertinents et de fournir d'autres contributions. Il vise aussi à éclairer les débats liés au recensement de travaux supplémentaires du Codex présentant un intérêt pour la région et à accorder la priorité aux questions de la plus grande importance et veiller à ce que les points de vue régionaux soient bien transmis lors des débats du Codex.
6. Des activités seront menées pour recenser les mesures concrètes et les approches collaboratives en tenant compte des priorités et des intérêts des États membres.

TEXTES DU CODEX ET TRAVAUX INTÉRESSANT LA RÉGIONNorme sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive (CXS 33-1981)

7. À sa 47^e session, la Commission du Codex Alimentarius (ci-après «la Commission»):
- a adopté, à l'étape 5/8, la version révisée de la *Norme sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive* (CXS 33-1981), avec une modification de la note de bas de page b à la section 3.2.3 Composition en 4 α -desméthylstérols (% des 4 α -desméthylstérols totaux), en remplaçant «peut être considérée» par «est considérée», et a noté les réserves émises par l'Algérie et la République arabe syrienne;
 - est convenue d'entamer des travaux sur la collecte de données concernant la note de bas de page c à la section 3.2.3 (arbre de décision), ce qui permettrait au Comité du Codex sur les graisses et les huiles (CCFO) de se prononcer sur l'applicabilité de cette note à toutes les huiles d'olive authentiques;
 - est convenue de demander au secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire sollicitant la collecte de données sur l'applicabilité de l'arbre de décision, tel que mentionné dans la note de bas de page c, en tenant compte du cadre défini au paragraphe 49.
8. Les membres du Comité sont encouragés à répondre à la lettre circulaire concernant la collecte de données sur l'applicabilité de l'arbre de décision, qui est mentionnée à la note de bas de page c de la section 3.2.3 de la *Norme sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive* (CXS 33-1981), dans le respect du cadre exposé au paragraphe 49, afin de faciliter le processus de prise de décision du CCFO.
9. Dans un document de séance qu'elle a élaboré, la République arabe syrienne¹ insiste sur la nécessité d'un effort régional coordonné visant à produire des données scientifiques quant à l'applicabilité de la note de bas de page c de la section 3.2.3 de la *Norme sur les huiles d'olive et les huiles de grignons d'olive* (CXS 33-1981). Elle s'est dite préoccupée du fait que jusqu'à 40 pour cent des huiles d'olive syriennes authentiques pourraient être classées à tort comme non authentiques en raison des paramètres actuels, en particulier de ceux qui sont liés au delta-7-stigmasténol et à l'écart maximal entre la teneur réelle et la teneur théorique en triglycérides à ECN 42. Dans le document, il est mis l'accent sur les risques économiques que ce classement représente pour la République arabe syrienne et éventuellement pour d'autres producteurs régionaux, et il est préconisé de mettre en place un plan structuré de collecte de données couvrant les principaux cultivars et zones agroclimatiques des différents pays de la région. Il est en outre recommandé d'établir une initiative régionale soutenue par la FAO, l'AIDSMO et d'autres partenaires afin de regrouper les données dans une base de données régionale sur la composition de l'huile d'olive, de renforcer les capacités des laboratoires et de veiller à ce que les dispositions du Codex prennent correctement en compte la variabilité régionale des huiles d'olive.
10. Les membres du Comité sont encouragés à réfléchir au soutien qu'ils peuvent apporter à cette initiative, en prenant des mesures comme celles-ci: fournir des données nationales, associer leurs laboratoires aux travaux d'analyse, participer aux efforts coordonnés visant à veiller à ce que les huiles d'olive régionales authentiques soient correctement représentées dans les décisions du Codex.

Extrapolation des limites maximales de résidus (LMR) aux camélidés

11. À sa 27^e session, le Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF) a révisé ses principes d'analyse des risques pour pouvoir extrapoler les LMR aux camélidés, ce qui représente un progrès important pour les pays membres du Comité régional, où les produits issus des camélidés occupent une place centrale dans la sécurité sanitaire et le commerce des aliments. Ces progrès sont basés sur un document de travail qui a été présenté à la 26^e session du CCRVDF en février 2023 à Portland (États-Unis d'Amérique) par la Jordanie, le Maroc, l'AIDSMO et l'Union internationale de science et de technologie alimentaires. Il y est mis l'accent sur la nécessité d'apporter des éclaircissements dans le Codex en ce qui concerne le statut des camélidés dans le groupe des ruminants, demandé que le Comité mixte FAO/OMS d'experts des additifs alimentaires (JECFA) formule un avis et préconisé d'établir une collaboration régionale pour produire des données.
12. À sa 27^e session, le CCRVDF a insisté sur l'importance d'entamer l'application concrète de cette détermination des LMR pour envisager des modifications ultérieures en mettant à profit l'expérience acquise.
13. Les membres sont encouragés à contribuer à cet effort et à favoriser la production et la présentation coordonnée de données de sorte que les LMR du Codex pour la viande et le lait de camélidés tiennent pleinement compte des réalités des systèmes de production du Proche-Orient.

¹ NE12/CRD04.

Proposition visant l'élaboration d'une norme sur le lait de chamelle pasteurisé

14. La Commission, à sa 47^e session, a recommandé que les Émirats arabes unis, pays auteur de la proposition, et la Nouvelle-Zélande, pays hôte du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers (CCMMP), travaillent main dans la main comme indiqué au paragraphe 260, alinéa b, du rapport de la session afin de procéder à une analyse des lacunes à combler et de réexaminer plus avant la proposition de nouveaux travaux, de sorte qu'une lettre circulaire puisse être adressée rapidement aux membres et aux observateurs intéressés pour solliciter leurs observations sur la nécessité et l'ampleur éventuelle des nouveaux travaux sur le lait de chamelle. La proposition portant sur le lait de chamelle serait ensuite soumise à l'examen critique du Comité exécutif à sa 89^e session, puis à l'examen de la Commission à sa 48^e session.
15. Les membres du Comité sont encouragés à répondre à la lettre circulaire sur le lait de chamelle (CL 2025/50-CAC) pour faciliter l'examen de la proposition par le Comité exécutif, à sa 89^e session, et la Commission, à sa 48^e session.
16. En outre, les membres du Comité sont invités à recenser toutes données pertinentes susceptibles d'enrichir également l'actualisation de l'analyse des lacunes effectuée par le CCMMP, la Fédération internationale du lait (FIL) et les Émirats arabes unis.

Norme sur les parties florales séchées – safran séché: mention du pays de récolte sur l'étiquette

17. À sa 47^e session, la Commission a demandé au secrétariat du Codex d'adresser une lettre circulaire aux membres et aux observateurs afin de trouver d'éventuelles solutions concernant la mention du pays de récolte sur les étiquettes d'épices, compte tenu des préoccupations exprimées par les membres du Codex. De plus, elle a créé un groupe de travail électronique rendant compte au Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL), présidé conjointement par le Canada et l'Iran et coprésidé par l'Inde et Madagascar.
18. Sachant que le délai concernant la lettre circulaire a été fixé à mai 2025, les membres du Comité sont encouragés à participer activement au groupe de travail électronique et aux futurs travaux connexes sur le pays de récolte.

Norme sur les dattes fraîches

19. À sa 23^e session, le Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (CCFFV) a mené à bien les travaux de discussion à l'étape 7 sur le projet de norme sur les dattes fraîches. Il est convenu de supprimer le critère lié à la teneur minimale en eau, tout en conservant celui qui est lié à une teneur maximale de 85 pour cent, en précisant que la «fraîcheur» ne devrait pas seulement dépendre de la teneur en eau. De plus, il est convenu, à sa 23^e session, de conserver la tolérance de 1 pour cent pour la dégradation dans la catégorie «Extra», en dépit de certaines réserves, en insistant sur son caractère pratique et sa compatibilité avec les pratiques commerciales internationales. Le CCFFV a en outre simplifié les dispositions relatives au calibrage, afin de tenir compte des réalités commerciales, et a confirmé que les dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires et aux additifs alimentaires avaient déjà été approuvées par le CCFL et le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA). Cela étant, à sa 23^e session, il est convenu de transmettre le projet de norme sur les dattes fraîches à la Commission pour qu'elle l'adopte à l'étape 8, à sa 48^e session.
20. Ce texte est le fruit d'une contribution importante de délégations du Proche-Orient, qui a été apportée par le groupe de travail d'experts réuni dans le cadre de l'initiative Codex arabe et dirigé par l'AIDSMO. Le groupe de travail a mobilisé des experts de 13 pays arabes qui ont été chargés de se réunir et d'analyser des données scientifiques et commerciales sur la teneur en eau et d'autres paramètres. Leurs conclusions ont permis d'établir des éléments factuels sur lesquels étayer les débats du Comité sur la teneur en eau, en veillant à ce que la norme finale tienne compte de la diversité des cultivars de dattes produits et commercialisés dans l'ensemble de la région Proche-Orient et Afrique du Nord.
21. Les membres sont encouragés à soutenir l'adoption, à la 48^e session de la Commission, de cette norme qui tient compte de la position collective de la région, protège les intérêts des producteurs de dattes au Proche-Orient et permet de veiller à ce que les normes internationales continuent d'intégrer dans toutes leurs composantes les réalités en matière de production et d'échanges commerciaux de la région.
22. Les membres sont invités à envisager régulièrement s'il s'avère nécessaire d'établir des initiatives de collaboration analogues, qui visent à tenir compte des priorités régionales requérant la collecte de données et leur soumission en temps voulu, afin de répondre aux demandes du Codex.

Activités normatives en cours intéressant la région

23. Le tableau 1 présente succinctement des informations non exhaustives concernant d'autres sujets présentant un intérêt particulier pour les membres de la région.

Tableau 1: Liste non exhaustive des travaux en cours du Codex revêtant un intérêt particulier pour le Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient

COMITÉ	SUJETS D'INTÉRÊT PARTICULIER POUR LA RÉGION PROCHE-ORIENT	OBSERVATIONS
Comité du Codex sur les fruits et légumes frais (CCFFV)	Projet de norme sur les feuilles de curry fraîches	À sa 23 ^e session, le CCFFV a révisé le projet de norme sur les feuilles de curry fraîches, en modifiant les critères de tolérance, de sorte qu'ils ne relèvent plus de la catégorie «Extra» mais de la catégorie I, a fourni des éclaircissements sur la façon de répondre aux dispositions relatives aux additifs alimentaires et a décidé de transmettre le projet à la Commission pour adoption à l'étape 5/8, dans l'attente de l'approbation par le CCFL et le CCFA des dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires et aux additifs alimentaires.
Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments (CCCF)	Liste des contaminants que le JEFCA doit évaluer en priorité	Les membres sont invités à continuer de recenser les contaminants chimiques qui sont prioritaires pour la région, en demandant des indications au CCCF.
	Examen du Code d'usages pour la diminution de l'acrylamide dans les aliments (CXC 67-2009)	Le CCCF est convenu de rétablir le groupe de travail électronique, sous la direction de l'Arabie saoudite et du Qatar, afin de continuer d'élaborer les projets de révision et les documents connexes, et a demandé au secrétariat du Codex de publier une lettre circulaire visant à recueillir des informations sur des mesures efficaces d'atténuation de l'acrylamide au niveau local ou régional.
Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA)	Document de travail concernant de nouveaux travaux relatifs à l'élaboration de directives pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des composants de milieux de culture cellulaire utilisés dans la production d'aliments issus de cultures cellulaires	À sa 55 ^e session, le CCFA est convenu d'établir un groupe de travail électronique, présidé par Singapour et coprésidé par l'Arabie saoudite, la Chine et la République de Corée, qui travaillerait en anglais et serait chargé d'examiner et d'améliorer le descriptif de projet relatif à l'élaboration de directives sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des composants des milieux de culture cellulaire utilisés dans la production d'aliments issus de cultures cellulaires.
Comité du Codex sur les additifs alimentaires (CCFA)	Norme sur la levure de boulanger	À sa 55 ^e session, le CCFA a noté que plusieurs questions techniques devaient être examinées plus avant et éclaircies et que le projet n'était pas à un niveau d'avancement lui permettant de passer à l'étape suivante du processus. Il est convenu de renvoyer l'avant-projet de norme à l'étape 2 pour reformulation et de rétablir un groupe de travail électronique, présidé par la Chine et coprésidé par la France et la Türkiye, qui travaillerait en anglais et serait chargé: i) de reformuler la norme sur la levure de boulanger en tenant compte des débats de la session et des observations reçues par écrit et ii) d'élaborer, si nécessaire, une proposition convenable de modifications de la <i>Norme générale sur les additifs alimentaires</i> pour examen à la 56 ^e session du CCFA.

CONCLUSIONS

24. Les travaux du Codex intéressant la région Proche-Orient qui sont mentionnés ci-dessus tiennent compte aussi bien de ce qui est considéré comme étant des denrées alimentaires traditionnelles, telles que les dattes, l'huile d'olive, le safran et le lait de chamelle, que des questions émergentes, notamment les nouveaux aliments, l'atténuation de l'acrylamide et l'étiquetage des produits alimentaires. Ces sujets sont directement liés à la sécurité sanitaire des aliments, à la santé publique et aux possibilités commerciales dans la région.
25. Les membres et les observateurs du Proche-Orient participent de plus en plus à l'élaboration des normes du Codex intéressant la région, mais il est nécessaire de renforcer les efforts visant à encourager une plus grande participation régionale, une coordination complémentaire et une contribution plus importante en faveur des normes en cours d'élaboration, ainsi que des propositions de nouveau texte ou d'actualisation de textes du Codex intéressant la région. La mobilisation active et coordonnée permet de veiller à ce que les normes du Codex tiennent compte des réalités de la production et de la consommation au Proche-Orient.

RECOMMANDATIONS

26. Le Comité, à sa 12^e session, est invité à:
 - i) réfléchir aux informations exposées ci-dessus et examiner les questions telles que proposées;
 - ii) déterminer si les sujets recensés à la 11^e session du Comité demeurent pertinents et, en conséquence, fournir d'autres informations;
 - iii) recenser des travaux du Codex présentant un intérêt pour la région qui ne figurent pas dans le présent document;
 - iv) accorder la priorité aux questions de la plus grande importance pour la région et examiner les moyens de veiller à ce que les points de vue régionaux soient transmis lors des débats y afférents;
 - v) envisager de mobiliser les ressources nécessaires pour faire perdurer les approches coordonnées visant à déterminer les questions régionales et à produire et soumettre des données permettant de répondre aux demandes du Codex.